

Enseignement catholique : toujours plus d'élèves dans le Rhône

Le nombre d'inscrits grimpe dans les collèges privés du Rhône tandis qu'il décroît dans le secteur public. Entretien avec Gilles de Bailliencourt, directeur de l'enseignement catholique dans le diocèse de Lyon

>> Comment évoluent les inscriptions ?

Dans le primaire, la baisse se poursuit mais moins fortement qu'à l'an dernier. En collège, nous atteignons près de 27 000 élèves avec une hausse de 300 inscriptions (1).

Les lycées sont assez stables, mais nous gagnons des étudiants en post bac, notamment grâce à l'ouverture de deux prépas et d'un BTS. Pour le moment on ne ressent pas de frein lié au pouvoir d'achat, sauf sur les cantines.

>> Comment expliquez-vous ces tendances ?

En primaire, la baisse est liée à notre implantation histori-

que. Beaucoup de petites écoles sont situées dans des secteurs fragiles sur le plan de la démographie. Je pense notamment à la haute vallée de l'Azergues, qui compte quatre écoles de deux classes chacune. Parallèlement, l'enseignement catholique se heurte à des difficultés structurelles pour se redéployer là où des familles pourraient nous solliciter. A Lyon, les listes d'attente sont importantes dans des établissements qui pourraient encore se développer. C'est vrai aussi dans le secteur de Villefranche.

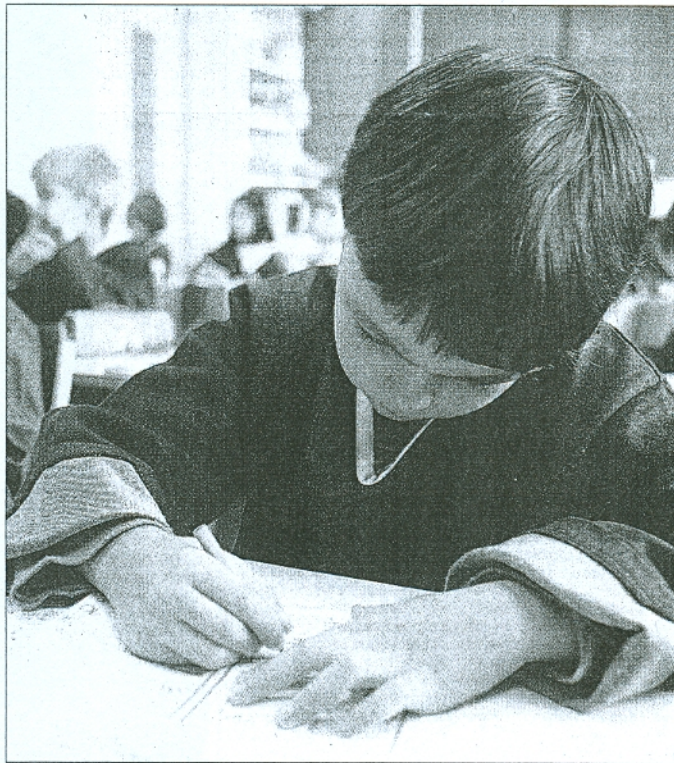
>> Vos collèges ont du succès. Quelles sont les motivations des familles ?

L'adolescence est l'âge des fragilités. Beaucoup de parents sont inquiets. Ils sont en demande de sécurité éducative, d'accompagnement individualisé. Les familles apprécient par exemple que leur enfant reste dans l'établissement même si le professeur est absent. Nous savons aussi que la stabilité des équipes compte. Nos chefs d'établissement ne sont pas dans une logique de mutation, de progression de carrière...

>> Une question de confiance ? C'est un élément très important. Nous croyons en la responsabilité éducative entre les parents et l'école. Mais cette confiance ne se décrète pas et n'est pas acquise une fois pour toutes. Nous rappelons à nos équipes qu'il est nécessaire de mieux communiquer avec les familles. On dit que les parents sont consommateurs... Mais je ne suis pas d'accord. Qui accepterait aujourd'hui de se faire ausculter par un médecin sans un mot d'explication ? La relation n'existe pas seulement avec un bulletin scolaire remis à la fin de l'année.

Propos recueillis par Muriel Florin

(1) Cette tendance est continue : depuis 2004 les collèges privés du département ont gagné près de 500 élèves tandis que les publics en ont perdu environ 3 000.



Beaucoup de parents sont en demande d'une sécurité qu'ils trouvent dans l'enseignement privé / Archives Claude Essertel

■ Une mixité sociale à géométrie variable

Outre le quartier où ils sont implantés, les privés se différencient par leur réputation et leurs tarifs d'inscription. Malgré le credo répété par les responsables de l'enseignement catholique « de ne pas faire de sélection sociale », de grandes disparités existent. Les collèges les plus huppés, comme les Chartreux, restent discrets sur la proportion d'élèves de milieu modeste qu'ils accueillent. Selon nos informations, celle-ci reste de l'ordre de 5 % alors que la moyenne est de 18,5 % dans

les collèges privés du Rhône (28,9 % en incluant le public). Il faut dire que les tarifs vont de pair : environ 100 euros par mois sur le plateau croix-roussien. A Givors, pour citer un autre exemple, cette inscription n'excède pas 41 euros si les revenus de la famille sont modestes. Les effectifs de ce collège comprennent plus de la moitié d'élèves défavorisés, ce qui nécessite, pour le chef d'établissement, et à l'instar de ses collègues du public, un travail sur l'image auprès des familles.



« S'il vous plaît, on veut plus de desserts » / Photo Pierre Augros

A Fénelon : une assiette unique plus économique

Une seule assiette contenant des crudités, un peu de fromage, des protéines, un féculent et des légumes. Avec un fruit au choix pour le dessert. C'est le menu proposé aux collégiens de Fénelon (Lyon 6^e) depuis cette rentrée.

De nombreux adolescents digèrent amèrement la nouvelle formule. « Heureusement que j'ai du pain », rumine Cloé, 14 ans, laquelle n'a pris que des nuggets et de la purée. Cette purée qui a vraiment « une tête bizarre » relève Vincent, en avalant ses carottes, tandis que Jade grappille sans entrain quelques raisins. Guillaume, 12 ans, tord-

aussi le nez : les bananes sont paraît-il trop mûres et « c'est bien meilleur quand c'est maman qui fait à manger ». Pas assez de viande pour Ophélie, trop peu de yaourts pour Jacques... Et surtout, un problème qui fait soupirer Amélie, 12 ans, comme bon nombre de ses camarades : « Il n'y a pas assez de choix dans les desserts. » Pas facile d'accepter le menu unique, quand on a connu le self et lorsqu'on a l'habitude de se servir dans le frigo sous l'œil bienveillant des parents. Marc Sohler, le directeur de Fénelon, entend les reproches. Mais il tient bon. « Les familles les

plus éloignées du sixième arrondissement doivent laisser leurs enfants à midi, et ce sont souvent les plus sensibles au coût de la vie. Par ailleurs, on constatait un énorme gaspillage. » Autour de 6 euros, le prix des repas dans le privé pèse en moyenne deux euros de plus que dans le public dont le personnel est payé par les collectivités. « Le modèle du repas scolaire complet est ancré, mais il faut aussi regarder ailleurs. En Suède ou en Angleterre, on n'a pas la même rigidité », insiste le chef d'établissement. Après une étude, la société Avenance a joué le jeu. Consultés, les repré-

sentants des parents ont acquiescé.

D'ailleurs, il n'y a pas que des fines bouches parmi les élèves. « Aujourd'hui, j'ai tout mangé. J'ai tout aimé », affirme Mounia dans un sourire. Même si elle voudrait davantage de choix, cette convive inscrite en sixième fait la part des choses. « C'est moins cher et comme ça, il y a plus d'élèves qui peuvent manger. » Tout juste. De 5,55 euros, le repas est passé à 3,66. Les poubelles sont moins pleines et le collège compte près de 400 demi-pensionnaires contre 300 l'an dernier.